

DCI passe sous contrôle de l'ADIT: naissance d'un champion français du softpower ?

Article rédigé par *Portail de l'IE*, le 28 mars 2024

Source [Portail de l'IE] : L'ADIT devient l'actionnaire majoritaire de *Défense Conseil International* (DCI), l'un des bras armés de l'État français permettant de projeter son expertise à l'international dans le domaine militaire. La privatisation de DCI s'inscrit dans un projet d'expansion de l'ADIT : ce champion européen de l'intelligence économique devrait atteindre les 500 millions d'euros de chiffre d'affaires, cherchant à devenir un géant français du *soft power*.

Si la presse avait déjà [dévoilé le projet fin 2023](#), la cession de *Défense Conseil International* (DCI) par l'Etat à l'Agence pour la diffusion de l'information technologique (ADIT) n'est officielle que depuis le [19 mars dernier](#), faisant suite à de longs mois de négociations et de procédures administratives.

Le business modèle de DCI repose principalement sur des prestations de services liées à la formation, au conseil et à l'assistance technique dans le domaine de la défense et la sécurité. A ce titre, l'entreprise se présente comme « [l'opérateur](#) du transfert du savoir-faire du ministère des Armées au profit des partenaires de la France ». Les statuts de l'entreprise mentionnent notamment une contribution de DCI au rayonnement de la France et du Ministère des Armées ainsi que de sa BITD, en plus d'une contribution au renforcement de la coopération de défense et de sécurité avec les pays partenaires et alliés de la France et de l'UE.

Ainsi, bien que méconnue du grand public, DCI constitue un relais d'influence important pour la France dans le monde. L'entreprise est notamment présente dans les pays du Golf, en Asie du Sud-Est et se positionne sérieusement en Afrique depuis quelques années.

DCI, une entreprise de conseil historique en France

Défense Conseil International a été formée en 2000 par la fusion de quatre entreprises qui structurent encore aujourd'hui l'organisation de ses activités : *Navco*, *Airco*, *Desco* et *Cofras*. La société a ensuite connu une évolution complexe de son actionnariat. D'abord attachée aux *Offices de l'Armement* (*Ofema*, *Sofma*, IGA et *Sofresa*) alors incontournables pour l'exportation des systèmes de défense, elle s'en émancipe en 2014 en rachetant 10% de son capital. En 2018, une tentative de recomposition avec *Eurotradia* ayant échoué, l'Etat devient actionnaire majoritaire en 2019.

[Lire la suite](#)

28/03/2024 01:00